

ET MAINTENANT ?

Avec les jours fériés et la grève du 09 mai, Antidote Hebdo était en pause (on vous a manqué ?). C'est donc le moment de faire un premier bilan de ces deux derniers mois. Le mois de mars fut prometteur avec trois journées d'action, dont deux spécifiquement DGFIP, les 14 et 28. Malgré une indéniable réussite, avec un taux de grève élevé et de nombreux blocages de sites, nous n'avons pas su enchaîner et élever le niveau de la mobilisation. Bien au contraire, le mois d'avril, avec ses congés scolaires étalés en zones, ont fait retomber le soufflé, désorganisant le travail de terrain des équipes syndicales et favorisant l'attentisme de la part du plus grand nombre. La machine s'est doucement relancée pour préparer la journée Fonction Publique du 09 mai qui a aussi connu une forte mobilisation avec un taux de grève nationale de plus de 24 % et plus de 30 % à la DRFIP 44. Cette mobilisation ne peut rester sans lendemain sous peine de ne servir à rien. Il faut donc maintenant, sans attendre les plans locaux de destruction massive, nous remettre en mouvement. Discutons dans chaque service des suites à donner, des formes de mobilisations à organiser ! La CGT Finances Publiques 44 est bien décidée à subvertir la morosité ambiante.

PENDANT CE TEMPS...

Et oui, alors que les travailleurs se refusent à utiliser leur arme, la grève, G. Darmanin confirme le programme de casse des Finances Publiques. En réponse aux OS nationales par un courrier en date du 09 mai (jour de la mobilisation Fonction Publique, pourquoi s'éviter les provocations à 2 balles...), il réaffirme pèle mèle sa feuille de route :

- développement de l'itinérance des agents au sein de lieux d'accueil fixes ou mobiles
- transformation des trésoreries en maisons « France Services » (nouvelle blague de Macron)
- Délocalisation de services en dehors des grands centres urbains
- Zéro cash à la DGFIP avec externalisation des paiements en numéraire
- Développement des agences (comptables + recouvrement fiscal et social)
- Transformation du contrôle fiscal en mission de conseil
- Externalisation programmée des missions topographiques et des missions patrimoniales.

EMPLOIS
RÉSEAU
MISSIONS

FINANCES PUBLIQUES

MÊME PLUS L'IMPÔT
SUR LES OS

Conforté par des réactions sur le terrain en ordre dispersé, il n'hésite pas à mentir en affirmant qu'il n'y aura pas de mobilité forcée ! Les collègues de la Pairie Régionale qui risquent bien de changer d'employeur contre leur gré apprécieront !

MASTER CLASS «DÉZINGAGE DU SERVICE PUBLIC»



EMPLOIS ET CONCOURS

Depuis que les volumes de postes ouverts aux concours en 2018 furent connus, la question revenait sans cesse. Comment expliquez vous ces recrutements exceptionnels alors que dans le même temps vous nous expliquez qu'il y aura 15 000 ou 20 000 suppressions d'emplois d'ici 2022 ? Eh bien, l'un n'empêche pas l'autre et l'explication se trouve dans la pyramide des âges de notre belle administration. Nous connaissons encore un pic de départ en retraites loin d'être compensé par des recrutements mêmes supérieurs à la normale ! À ce jour, il apparaît un déficit d'emplois en catégorie B jamais atteint jusque-là (-2 050 emplois administratifs et informatiques) ! Et la situation réelle est sans doute bien pire puisqu'il semblerait que de nombreuses directions n'aient pas pris en compte les départs en retraite... Voilà comment, tranquille, OKLM, on détruit les emplois !

DOUBLE JEU ET VITRINE CASSÉE

Bien que la DGFIP s'emploie à plein temps à détricoter le Cadastre et la Publicité Foncière, elle n'hésite pas à s'en servir de vitrine de notre « savoir faire ». Ainsi, comme vous avez pu le voir dans Ulysse 44, une délégation libanaise de la Direction Générale des Affaires Foncières libanaises a rendu visite dans nos services. Quel sens peut-on donner à cette visite quand on sait que ces missions sont menacées d'externalisation en tout ou partie ! Schizophrénie ou hypocrisie de nos responsables nationaux et locaux, nous ne savons plus trop où placer le curseur en ces temps troublés.

